

La FSU n'a pas le même regard que l'administration sur ce projet de Carte Scolaire en indiquant qu'elle est éminemment politique. C'est pourquoi cette intervention s'adressait davantage à M le Préfet qu'à M le DASEN qui ne porte la responsabilité que de son application.

En raison des deux priorités ministérielles définies nationalement : les non fermetures dans le rural et les Grandes Sections à 24 sur tout le territoire, on aurait pu se réjouir de ces mesures si elles avaient été le signe d'une amélioration considérable du taux d'encadrement qui les aurait permises. Mais ce n'est pas le cas, car il s'agit de mesures à marche forcée, sans moyens dédiés supplémentaires suffisants pour des mesures d'une telle ampleur. (exactement comme lors de la mise en place des CP et CE1 dédoublés) Les principes qui prévalaient jusqu'alors pour l'établissement de la Carte Scolaire étaient les deux suivants :

1. le traitement identique des effectifs pour tous selon des seuils clairement établis
2. le « donner plus à ceux qui ont le moins » qui valait pour l'Education Prioritaire, les Zones de Revitalisation Rurale, et aussi dans l'attention bienveillante que le Directeur académique et les services pouvaient porter sur chaque école dans un contexte de fragilité sociale.

Cette Carte Scolaire 2020 rompt totalement avec ces principes parce que ces mesures ministérielles, loin d'être égalitaires, s'appliquent sans conditions et de manière indifférenciée.

Cela aboutit à une Carte Scolaire particulièrement injuste, pour preuves :

- en ce qui concerne les maternelles, des écoles dans des territoires loin d'être défavorisés affichent des moyennes de 21,4 (dans 2 écoles d'Olivet notamment), 21 à Mardié, 20,75 à Marigny les usages alors que des écoles en REP ou REP+ affichent elles des moyennes de 23,75 à Gutenberg maternelle, 22,57 au Nécotin, 23,80 à Paul Doumer St Jean de la Ruelle
- pour le rural, des écoles affichent des moyennes de 21 à Tigy, 20,89 à Vienne en val, 17,25 à Artenay, 19,83 à Aschéres, moyennes très en dessous des seuils habituellement reconnus, pour des écoles dont les moyennes auraient toutes été en dessous des seuils même après fermeture.

Il ne s'agit pas de se scandaliser de ces moyennes générales, (la FSU a toujours revendiqué des effectifs en dessous de 20 pour l'EP et 25 hors EP) mais bien de dénoncer l'effet nocif de mesures présentées comme égalitaires parce que se faisant sans moyens supplémentaires suffisants et obligeant donc à la suppression de dispositifs spécifiques.

Car les suppressions des « Plus de Maitres Que De Classes » (PDMQDC) ou Maitres supplémentaires impactent énormément l'Education Prioritaire mais pas seulement. Dans l'Education Prioritaire, vous argumentez, Mr le DASEN, que les Dédouplements étant aboutis il n'est plus nécessaire de garder le dispositif PDMQDC mais dans la réalité celui-ci intervenait sur les autres niveaux qui ne sont pas exempts de difficultés. Et hors EP les PDMQC intervenaient dans des écoles où les dédoublés n'existent pas. C'est donc une perte sèche pour ces écoles d'Orléans, de Fleury, du Montargois comme du giennois.... qui ne sont ni en rural ni en EP, et pourtant.... Ce sont elles qui seront les plus pénalisées.

Quant à la suppression des RASED, postes certes non pourvus mais dont on gardait l'espoir qu'ils le soient à la rentrée, c'est le signe de l'abandon de cet espoir, voire de l'abandon de la mise en place d'une politique volontariste de formation et d'attractivité pour les pourvoir à nouveau.

Ce qui se dessine donc au sortir de cette crise sanitaire qui aura impacté très fortement les populations les plus fragiles et les plus défavorisées, c'est une Carte Scolaire qui met à mal les dispositifs de soutien à ces mêmes populations et qui met une dotation inédite au profit d'écoles qui ne sont pas prioritaires en l'état. Nous n'avons malheureusement pas ce luxe-là.

Les signes envoyés à l'électorat des maires ruraux à l'approche d'élections sénatoriales, comme les annonces démagogiques sur les écoles maternelles sont particulièrement cyniques en la période.

Rarement l'école n'aura été à ce point un outil politique qu'aux mains peu scrupuleuses de ce gouvernement.